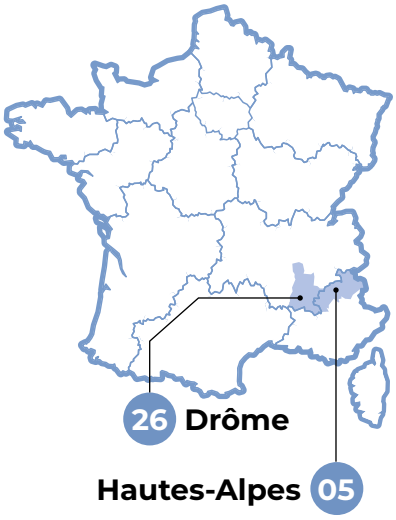
BARONNIES : LES ARBORICULTEURS EN LUTTE CONTRE LE GEL

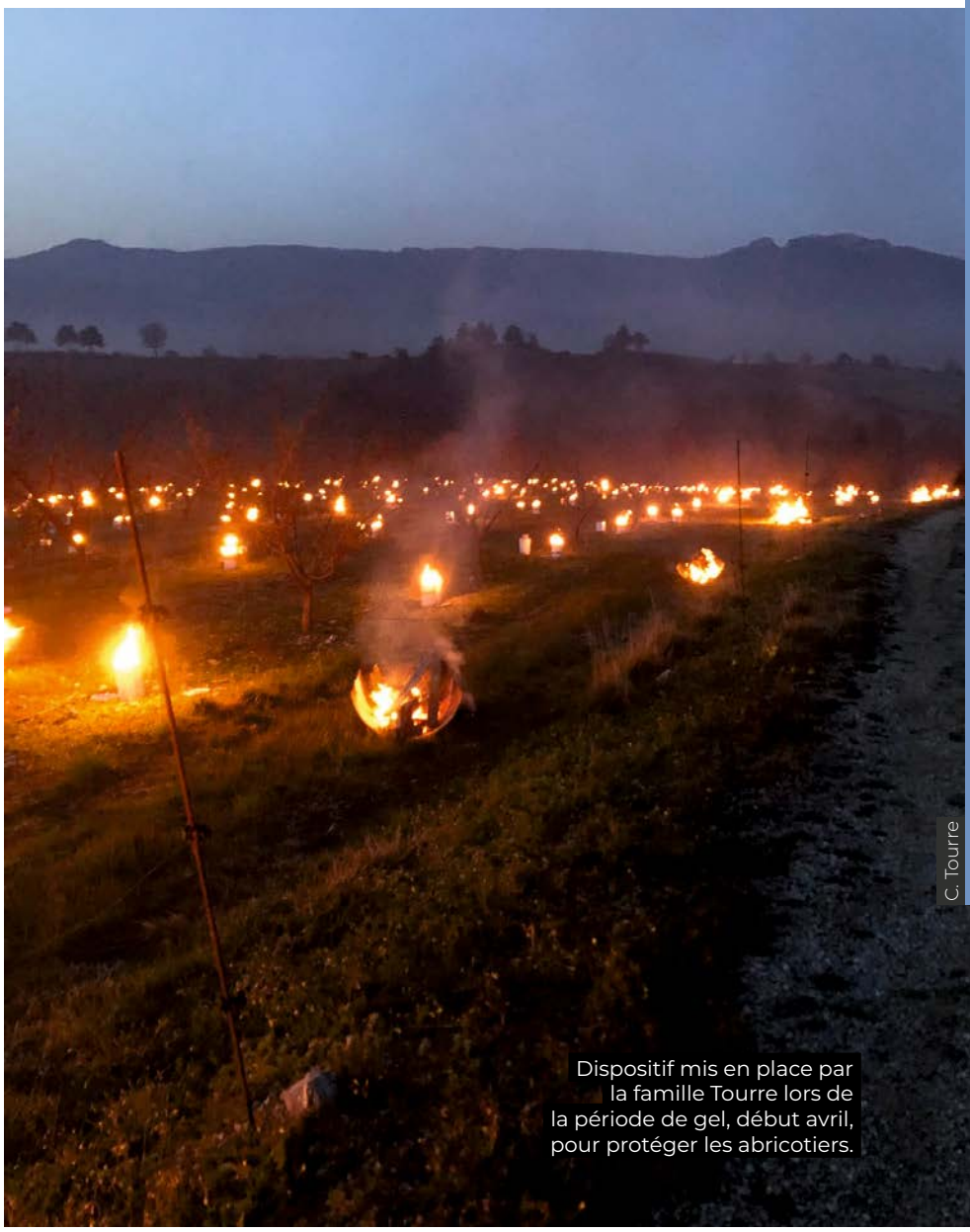
Depuis six années consécutives, le parc naturel régional des Baronnies provençales, à cheval sur les départements de la Drôme et des Hautes-Alpes, est touché par des épisodes de gel. Les agriculteurs, durement frappés, s'organisent pour y faire face. Alors que certains misent sur des moyens antigel et s'équipent, d'autres s'orientent vers une diversification de leur production pour minimiser les risques.

Par Pauline Fricot

P. Fricot

Aloïs, le fils de Franck Bec, devant les abricotiers et une botte de paille utilisée comme braseros, pour lutter contre le gel.




C. Tourre

Dispositif mis en place par la famille Tourre lors de la période de gel, début avril, pour protéger les abricotiers.

Lutter coûte que coûte

Face au gel, la famille Tourre est à la recherche des moyens les plus efficaces pour protéger sa production d'abricots.

Ils scrutent les arbres, montrent du doigt les rares abricots encore accrochés aux branches, en contrebas de la maison familiale, à Bellecombe-Tarendol, sur la route qui monte le col de Soubeyrand. Clément et Lucie, frère et sœur âgés respectivement de 27 et 32 ans, arborent tous deux un T-shirt sombre floqué d'un logo « Abricot des Baronnies ». Ils travaillent avec leurs parents sur l'exploitation familiale de 12 hectares, répartie sur les coteaux. Cette année en début avril, les quatre jours de gel ont emporté 80 % des 180 tonnes de production estimées sur l'exploitation. C'est la troisième année consécutive qu'ils sont touchés. En 2020, ils n'avaient récolté que trois tonnes sur les 150 tonnes attendues.

L'hiver 2022 marque leur première année de chauffe. « *Notre père a 62 ans, il est à la retraite depuis décembre, et c'est la première fois de sa vie qu'il a allumé une bougie* », note Lucie, la tête entre ses mains. « *Normalement, on est plutôt dans une zone bénie par ici,* complète son frère. *Bien sûr, il y a toujours un peu de gel, un peu de perte, mais pas comme ça…* ». Ils se souviennent avec abattement de la vague de froid. Le premier jour, la famille Tourre n'a même pas pu lutter. « *Il s'agissait d'une gelée noire, provoquée par un vent très froid, souvent en altitude. Avec le mistral, impossible d'allumer quoi que ce soit* », se désole le frère. Les trois nuits suivantes, ils se sont mobilisés sur les parcelles les plus à risque pour allumer bougies, braseros – contenant métallique utilisé pour réchauffer l'air en brûlant du charbon ou des morceaux de bois, et passer un coup de pulvérisateur à vide, dans l'espoir de sécher les arbres humides. « *Ce n'était pas des températures qui étaient censées geler les fruits,* précise Clément, *mais il a neigé, les abricots ont été dès lors plus sensibles* ». Météo France n'avait d'ailleurs même pas classé la Drôme en météo exceptionnelle. Le dossier est actuellement réétudié par la Direction départementale du territoire (DDT) afin d'enclencher le plan « Calamités agricoles ». Le 10 mai dernier, les membres de la DDT ont visité plusieurs exploitations agricoles pour réaliser un état des lieux.

« Quand une période de gel est annoncée, l'enfer commence, raconte Clément. *Nos yeux sont rivés sur les températures, on passe notre temps au téléphone avec les autres paysans qui chauffent et qui recueillent des informations auprès de météorologues. On ne mange pas à cause du stress. On ne dort pas. »* À ce sujet, il a publié un long témoignage sur le réseau social Facebook, qui a été partagé plus de 160 fois. *« Entre paysans, on parle de chiffres, de pertes, de températures… Mais on n'explique jamais vraiment ce que l'on ressent, alors que ce sont des moments très durs. »* Sa sœur Lucie, assise à ses côtés, acquiesce, *« on a mis au moins trois semaines à s'en remettre »*.

P. Fricot

Lucie et Clément Tourre.

Se professionnaliser et s'adapter

Pour Lucie et Clément, il faut désormais aller de l'avant. Et ils en sont persuadés, pour s'en sortir, il faut avant tout continuer à se professionnaliser : *« Notre objectif est de rester petits, mais d'être au top ! »* En investissant dans une station de conditionnement complète, ils ont par exemple supprimé les intermédiaires, ce qui leur permet de bénéficier d'une meilleure rémunération avec un tarif de vente d'environ 1,50 € le kilo en « année normale ». *« Les semaines suivant le gel, on réfléchit énormément. On se demande : qu'est-ce qu'on a appris ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en place ? »* explique Clément. Sondes de température, stations de météo connectées, filets paragrêle… La famille s'équipe par la force des choses et se dit prête à investir encore davantage pour sauver ses récoltes.

Encore faut-il trouver un système compatible avec la topographie et le climat local. Les éoliennes, efficaces parce qu'elles ramènent l'air chaud des hauteurs vers le sol, sont par exemple peu adaptées au territoire. Les phénomènes de brise de pente créés par le relief rendent le froid non statique. Les écoulements d'air sont aléatoires : l'air des hauteurs peut en réalité être plus froid ce qui peut rendre les éoliennes contre-productives.

> « IL FAUT IDENTIFIER LES PARCELLES QUI VALENT LE COÛT ÉCONOMIQUEMENT, ET CONCENTRER NOS EFFORTS DESSUS. »

La famille Tourre envisage plutôt de mettre en place un système d'aspersion pour les deux parcelles situées dans les bas-fonds, les plus à risque face aux gelées blanches, conséquence d'un air très froid qui entraîne une cristallisation de l'eau et le dépôt d'une pellicule de glace sur les cultures. L'aspersion consiste à pulvériser des microgouttelettes sur les cultures. Quand l'eau gèle et change d'état – de liquide à solide – elle libère des calories qui protègent ce qui se trouve sous le gel. Les parcelles en question sont déjà équipées d'un système d'irrigation en gouttes à gouttes, qu'il faudrait seulement adapter. Mais l'aspersion est gourmande en eau – environ 1 200 m³ pour 12 heures, alors que l'or bleu manque dans la région. Le projet nécessite de creuser une retenue collinaire de 4 000 m³ pour répondre aux besoins de l'exploitation. *« Un gros dossier … »*, lâche Clément, noyé dans les démarches administratives et les informations contradictoires. Ils misent beaucoup sur ce système. Le coût de l'installation est estimé à 8 000 euros par hectare. Soit le prix d'un jeu de bougie. Et permettrait à la famille de dormir tranquille.

P. Fricot

Lucie observe les rares abricots encore accrochés aux arbres. Cette parcelle, pourtant peu gélive compte tenu de son altitude (entre 600 et 700 mètres), n'a pas échappé au gel cette année.

En espérant avoir les autorisations, elle n'aura pas d'autres choix pour l'année prochaine que de chauffer les quatre hectares les plus exposés à la gelée blanche. Un budget de 20 000 euros. Une somme d'autant plus importante qu'avec les pertes consécutives, la famille doit faire face à des trous dans sa trésorerie. Cette année, elle dit avoir perdu près de 270 000 euros de chiffre d'affaires.

La stratégie se pense aussi sur le long terme. *« En tant qu'agriculteur, il devient nécessaire de refaire une cartographie de notre parcellaire. Il faut identifier celles qui valent le coût économiquement, et concentrer nos efforts dessus pour assurer une structure viable »* détaille Clément. Environ 50 % du potentiel des récoltes est exposé à la gelée noire chez la famille Tourre. *« Les parcelles en bas de la vallée n'auraient jamais été plantées par les anciens,* ajoute l'arboriculteur. *Elles sont gélives. Mais comme les récoltes ont été abondantes ces vingt dernières années dans la région, on a eu tendance à s'étaler, y compris sur ces zones à risque. Aujourd'hui on se prend aussi ça dans les dents. Demain ces parcelles, on ne les replantera pas. »* ■

P. Fricot

Abricots des Baronnies, d'un orange vif, rangés dans des cagettes à leur effigie, en vue de l'obtention de l'IGP.

UNE INDICATION GÉOGRAPHIQUE PROTÉGÉE POUR LES ABRICOTS DES BARONNIES

Pour revaloriser la production des abricots des Baronnies, emblématique du parc naturel régional, la mise en place d'une identification IGP (Indication d'origine protégée) est en cours d'examen. Validée à l'échelon national l'année dernière, la demande est actuellement sur la table de la Commission européenne.

L'analyse du dossier devrait encore prendre 12 à 18 mois. L'idée a été lancée par Franck Bec, 60 ans, président du syndicat des producteurs d'abricots des Baronnies, qui a perdu la majorité de ses récoltes à cause du gel depuis six ans. Il est en charge du dossier IGP. ■

P. Fricot

« Entre les heures de taille, les traitements, le travail du sol… et le gel, arracher les abricotiers serait un gain de temps, et d'argent », estime Bastien.

P. Fricot

Petit à petit, les abricotiers sont remplacés par de jeunes oliviers, moins sensibles au gel.

DR

Franck Bec,
président du syndicat des producteurs d'abricots des Baronnies

« Cette certification permettrait de redonner de l'espoir, après plusieurs années difficiles. »

Pourquoi avoir lancé ce projet d'IGP ?

J'ai proposé cette idée après avoir été touché par la première grosse période de gel en 2017. Je savais que le syndicat des abricots n'avait pas un poids suffisant pour peser dans les discussions. Et, si les gens ici vivaient bien de cette culture dans les années 1970-1980, aujourd'hui, après les six ans de gel qui ont détruit les récoltes et la forte concurrence espagnole et italienne, les choses se corsent. Il faut aussi faire face à la compétition sur notre propre sol comme celle en provenance de la vallée du Rhône où les conditions sont propices, avec des espaces plats et irrigués. Sur un hectare, ils produisent deux fois plus ! Le but de l'IGP, c'est que le consommateur puisse identifier le produit. On porte l'espoir que l'abricot des Baronnies puisse se démarquer, et que les prix soient revalorisés. L'idéal serait même de monter une coopérative pour centraliser les abricots IGP.

> « LES ARBRES [DES BARONNIES] DONNENT DE PLUS FAIBLES RENDEMENTS, MAIS AVEC PLUS DE SAVEUR ET DE SUCRE DANS LE FRUIT. »

Quelle est la spécificité des abricots des Baronnies ?

Les températures sont froides la nuit et chaudes en journée, et les abricotiers ont un accès moindre à l'eau, contrairement aux cultures de plaine. Les arbres donnent de plus faibles rendements, mais avec plus de saveur et de sucre dans le fruit. Les abricots des Baronnies sont reconnaissables par leur couleur orange très vive. Pour obtenir l'IGP, les abricots devront répondre à un cahier des charges précis, avec par exemple un taux de sucre minimum ou un délai entre la récolte et l'expédition finale de 14 jours maximum. Quelques variétés ont été sélectionnées (orangered, bergeval, rosé de Provence...). Seule 50 % de la production d'abricot du parc répond aujourd'hui à ces critères. On vise les 100 % !

Pourquoi est-ce important selon vous ?

C'est une reconnaissance. Il est aussi nécessaire de se regrouper et de se serrer les coudes, sinon, on n'y arrivera pas. Cette certification permettrait de redonner de l'espoir, après plusieurs années difficiles. Il faut d'une façon ou d'une autre encourager les agriculteurs à rester dans nos montagnes ! ■

FACE AU GEL, DIVERSIFIER SA PRODUCTION

Pour Bastien Juillot et Laurent Farnoux, JA dans les Baronnies, investir dans des équipements de lutte contre le gel serait soit trop peu rentable, soit impossible. Ils misent sur une diversification.

C'est la cinquième année consécutive que Bastien Juillot, 28 ans, perd 100 % de sa récolte d'abricots. *« Enfin, il nous reste 500 kg sur les 15 à 20 tonnes… juste de quoi faire des confitures »*, soupire l'agriculteur de Pierrelongue. Une perte financière estimée à environ 35 000 euros. Pour lutter contre les vagues de froid, il a décidé de ne rien mettre en place. Question de calcul. Pour chauffer un hectare pendant 12 heures avec des bougies, il faut investir environ 5 000 euros. La première année de gel, l'expéditeur avec lequel il travaille lui achetait ses abricots 0,26 cts€ le kilo. *« Pas de quoi rembourser le prix des bougies, ni même l'engrais utilisé »* affiche lucide l'agriculteur, qui travaille sur l'exploitation avec son père.

Mettre en place des moyens de lutte antigel est d'autant plus difficile que son exploitation est éclatée sur sept communes. Aussi, il a fait le choix de se concentrer sur ses vignes, qui s'étalent sur 33 hectares, elles aussi touchées par le gel en 2020 et 2021 mais pour lesquelles il a des solutions efficaces, comme la taille tardive et les braseros.

Bastien a pris la décision de se concentrer sur les vignes, et de développer la culture d'oliviers.

P. Fricot

UNE SEULE SOLUTION S'IMPOSE : ABANDONNER LA CULTURE DES ABRICOTS.

En ce qui concerne les abricots, Bastien est plus radical. Selon lui, une seule solution s'impose : abandonner la culture. Cela fait cinq ans déjà qu'il tente de convaincre son père. *« Et les abricots, ce n'est pas trop mon truc… »*, ajoute le JA. Progressivement, dans les vergers, de jeunes oliviers remplacent les rangées d'abricotiers, sous l'impulsion de Bastien. Il y a aujourd'hui 400 arbres de Pallas. Un pari alléchant : il bénéficie pour ses olives de l'AOP Nyons, lui permettant de valoriser financièrement sa production.

P. Fricot

La lavande, également victime du gel

La création d'une AOP ou d'une IGP, Laurent Farnoux en rêve pour les lavandes, l'une des autres grandes cultures emblématiques de la zone. Derrière lui, sur la commune d'Aulan, à la limite de la Drôme, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, s'étendent à perte de vue des rangées entières de plants grisâtres et desséchés. Laurent Farnoux se baisse et cueille une tige, qui s'effrite entre ses doigts. Cette année, il a perdu sept hectares sur les 50 ha de lavande et lavandin qu'il cultive. C'est la deuxième année consécutive qu'il est touché par le gel et la quatrième année qu'il souffre de sécheresse.

Rien n'existe pour protéger les lavandes contre les grandes vagues de froid. « *La seule solution, c'est d'arracher et de replanter* », soupire Laurent. De toute façon, à l'instar de Bastien, mettre en place des procédés antigel serait difficile à rentabiliser. Face à une surproduction de lavandin en France, les prix ont chuté de 60 % en trois ans.

La lavande a subi le même sort. Alors Laurent Farnoux tâtonne, cherche des solutions ailleurs. Il essaye d'abord de réduire ses coûts au maximum. L'année dernière, il n'a pas mis de désherbant, « *trop cher* » explique-t-il, et a divisé par deux la quantité d'engrais sur ses cultures. Pour valoriser sa production, sa compagne peaufine un site internet qui propose le miel de ses ruches et ses lavandes en vente directe.

« LA SEULE SOLUTION, C'EST D'ARRACHER ET DE REPLANTER. »

La seule solution viable pour lui reste aujourd'hui la diversification. Même si là encore, il est limité par ses sols secs, argilo-calcaires, très caillouteux et la météo : il n'y a guère que la lavande qui y trouve son compte, ou des herbes aromatiques comme le thym, cependant concurrencées par les productions d'Europe de l'Est. Tant bien que mal, le lavandiculteur se tourne plutôt vers les protéines végétales, en vogue. Il a déjà planté un hectare de pois chiche, et entend se tourner vers le petit épeautre et l'orge. « *Pour les lavandes, c'est peut-être juste une mauvaise période à passer* », espère-t-il. ■

À gauche, une tige d'un plant touché par le gel. À droite, celle d'une lavande saine.
P. Fricot

« On lutte fermement contre le système des moyennes olympiques ».

DR

Yvan Jarnias,
30 ans, président des JA de la Drôme

Quel est le problème avec le système assurantiel aujourd'hui ?

Si l'on s'assure aujourd'hui, le montant que l'on peut toucher en cas de problème est calculé selon une moyenne olympique, c'est-à-dire que l'assurance prend en compte les rendements des cinq dernières années, retire la meilleure et la moins bonne année, et réalise une moyenne des trois restantes. Le problème dans les Baronnies c'est que les catastrophes se sont enchaînées depuis six ans. La moyenne olympique est minable. L'année dernière, quand le plan calamité a été déclenché, des arboriculteurs qui s'étaient assurés ont reçu moins d'argent que ce qu'ils auraient obtenu avec les calamités ! À certains agriculteurs durement touchés, comme le président du syndicat des abricots, Franck Bec, les assurances elles-mêmes expliquent que ça ne vaut plus la peine de s'assurer.

P. Fricot

Stock des bougies utilisées cet hiver, sur l'exploitation de la famille Bec.

Comment va évoluer ce système ?

On ne sait pas encore avec précision comment cela va fonctionner. Mais à partir de l'année prochaine, le système des calamités n'existera plus en tant que tel. Sans assurance, on ne touchera rien. L'idée est que tout le monde s'assure et que l'État complète l'enveloppe. Comme ça, en cas de problème, l'argent est disponible.

Que défendez-vous au sein de JA ?

On lutte fermement contre le système des moyennes olympiques. Il faudrait pouvoir choisir le potentiel de rendement, et que le coût de l'assurance diminue si des dispositifs sont mis en place sur les parcelles pour se protéger des aléas. Aujourd'hui, pour le gel, même si un arboriculteur investit dans des bougies pour chauffer ou installe un système d'aspersion, il ne paiera pas moins cher son assurance que celui qui ne met rien en place ! Ce n'est pas normal.

De mon point de vue, je plaiderais plutôt pour assurer un chiffre d'affaires. L'idée serait de définir un montant qui nous permettrait de payer nos charges, comme nos coûts fixes et nos crédits. Par exemple, si un exploitant estime que le montant minimum pour s'en sortir sur une année est de 150 000 euros, s'il n'arrive pas à atteindre ce chiffre d'affaires, l'assurance pourrait compléter. Cela me semblerait plus juste. ■